

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 26, du 24 au 30 juin 2019

- Nigéria : Le Gouverneur de la CBN définit sa feuille de route pour son nouveau mandat ; le Comité consultatif sur la Zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAF) a émis un avis favorable à la signature du traité par le Nigéria ; classement des plus grosses entreprises installées en Afrique : 3 nigériennes dans le Top 100 ; l'ONU-Environnement annonce un projet de 15 M USD dans le traitement des déchets électroniques ;

- Ghana : Hausse de la croissance au premier trimestre 2019 à 6,7% ; augmentation des prix de l'électricité et de l'eau au mois de juillet 2019 ; achèvement de la première phase de l'agrandissement du port de Tema ;

- Libéria : Discussion avec le FMI sur un possible soutien financier dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit.

Nigéria

Le Gouverneur de la CBN définit sa feuille de route pour son nouveau mandat.

[Le Gouverneur de la Banque centrale nigérienne \(CBN\), Godwin Emefiele, récemment reconduit pour un nouveau mandat de cinq ans, est revenu sur son bilan et a dessiné sa feuille de route pour les années à venir.](#) Il a ainsi fixé cinq priorités : i) préserver la stabilité macroéconomique et financière ; ii) encourager le développement d'un système de paiement solide en faveur de l'inclusion financière ; iii) prolonger l'initiative *Deposit Money Banks* de crédits à taux réduits pour améliorer l'accès au crédit pour les petits exploitants agricoles, les MPME et les consommateurs ; iv) augmenter les réserves de changes ; v) soutenir la diversification de l'économie via des programmes à destination des secteurs agricole et manufacturier. Enfin, le Gouverneur a averti que la recapitalisation des établissements bancaires allait se poursuivre et que les prérequis en matière de fonds propres et de liquidité seraient durcis. Pour rappel, le taux directeur de la CBN est à 13,5%, les réserves obligatoires des banques à 22,5%, le ratio de liquidité à 30% et le corridor autour du taux directeur à +200/-500 pnb, pour une cible d'inflation comprise entre 6% et 9%.

Le Comité consultatif sur la Zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAF) a émis un avis favorable à la signature du traité par le Nigéria.

[Le Président Muhammadu Buhari s'est vu remettre le rapport du Comité présidentiel en charge d'évaluer la pertinence de l'adhésion du Nigéria à la ZLECAF.](#) Ce comité a émis un avis favorable. Suite à cela, le Président Buhari a indiqué que cet accord aurait des effets autant positifs que négatifs et qu'en tant que première puissance économique et pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigéria ne prendrait pas cette décision dans la précipitation. Il a également souligné qu'au-delà d'une politique commerciale, le continent africain avait besoin d'une politique industrielle. Pour rappel, l'accord sur la ZLECAF est entré en vigueur jeudi 30 mai 2019, suite à la ratification par 24 des 55 pays membres de l'Union africaine. Depuis mars 2018, 52 pays ont paraphé l'accord ; seuls le Bénin, l'Erythrée et le Nigéria ne l'ont pas signé.

Classement des plus grosses entreprises installées en Afrique : 3 nigériennes dans le Top 100

[Le magazine *African report* \(groupe Jeune Afrique\) a sorti son classement annuel des 500 plus grosses entreprises, en termes de chiffres d'affaires \(pour 2017\), installées en Afrique.](#) Au total, 28 entreprises et filiales installées au Nigéria y sont recensées. Neuf font partie du secteur de l'agroalimentaire, huit du secteur pétrolier, trois de la construction et le reste de secteurs divers (assurance, distribution etc.). On retrouve seulement 3 entreprises installées au Nigéria dans les 100 premières : MTN Nigeria (48^{ème} avec 2,91 Mds USD de C.A. en 2017), Dangote Cement (67^{ème} avec 2,22 Mds USD de C.A.) et Flour Mills of Nigeria (92^{ème} avec 1,49 Md USD de C.A.). En comparaison, l'Afrique du Sud compte 69 entreprises dans le Top 100, dont 8 dans les dix premières.

L'ONU-Environnement annonce un projet de 15 M USD dans le traitement des déchets électroniques.

[Le gouvernement nigérien, le Fonds pour l'environnement mondial et l'ONU-Environnement ont annoncé une initiative de 15 M USD visant à lancer une approche d'économie circulaire financièrement autonome pour le traitement des déchets électroniques.](#) Cette initiative, dirigée par l'Agence nationale d'application des normes et règlements environnementaux (NESREA), réunira des acteurs du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Elle appuiera la mise en œuvre de la législation sur la responsabilité élargie des producteurs afin de permettre la création d'un système de recyclage des composants des produits électroniques soutenable pour l'environnement et les travailleurs

du secteur. Selon l'ONU-Environnement, près de 100 000 personnes travaillent dans le secteur informel des déchets électroniques et traitent un demi-million de tonnes d'appareils jetés chaque année.

Appel d'offre - L'AFD a rendu public un appel d'offre pour une assistance technique dans le cadre d'un Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences (FEXTE) qui appuiera le ministère fédéral de l'Environnement nigérian dans l'élaboration de sa politique de gestion des déchets solides. L'expertise française interviendra sur 4 points spécifiques : 1) soutien à la rédaction de décrets d'application de la loi sur l'encadrement de la production de déchets plastiques (éventuellement recyclage) ; 2) création d'une base de données sur le secteur ; 3) mise en place d'une feuille de route pour le secteur ; 4) mise en place d'un système de labellisation/certifications inspiré des standards internationaux.

Retrouvez les détails de cet appel d'offre via le lien URL suivant : <https://bit.ly/2ZRPCh6>

Ghana

Hausse de la croissance au premier trimestre 2019 à 6,7%.

[Le Ghana statistical service a annoncé une croissance de 6,7% pour le premier trimestre 2019 contre 5,5% l'année précédente à la même époque.](#) La plus forte hausse est celle du secteur industriel avec 8,4% de croissance. L'indice des prix à la production est lui à la baisse, à 6,7% en mai 2019 sur une année glissante, une désinflation de 0,4 point par rapport à avril 2019 (7,1%). Pour rappel, selon la définition de l'OCDE, l'indice des prix à la production mesure les variations des prix « départ usine » des produits, excluant toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. L'inflation est actuellement à la baisse au Ghana, elle atteignait 9% sur une année glissante en janvier 2019, dans la cible d'inflation de la Banque centrale du Ghana (8% ±2%).

Augmentation des prix de l'électricité et de l'eau au mois de juillet 2019.

[La Public Utility Regulatory Commission du Ghana a annoncé une augmentation des tarifs de l'électricité de 11,17%](#) suite aux propositions des principales sociétés du secteur *Volta River Authority, GridCo* et *Electricity Company of Ghana*. Les tarifs de l'eau augmenteront eux de 8,01%. Cette augmentation sera effective à partir du mois de juillet 2019 alors que de nombreuses compagnies du secteur de l'électricité ont essuyé des pertes sur l'année 2018 et sont maintenant très lourdement endettées. Les tarifs de l'électricité au Ghana sont réputés pour être les plus élevés de la sous-région à 0,14 USD/kW alors que la moyenne dans la zone CEDEAO est de 0,10 USD/kW.

Achèvement de la première phase de l'agrandissement du port de Tema.

[La première phase de l'agrandissement du port de Tema, à proximité d'Accra, ouvrira le 28 juin.](#) Le projet est mené par *Meridian Port Service*, une joint-venture entre Bolloré Transport & Logistique, le danois APMT et la *Ghana Ports and Harbours Authority (GHPA)*. Le projet d'un montant de 1,5 Md USD représente le plus gros investissement français jamais réalisé au Ghana. Il permettra l'agrandissement du port et un tirant d'eau plus important de 16 mètres contre 11 mètres actuellement. La capacité du port passera de 1 200 000 équivalent vingt pieds (EVP) à 2 000 000 EVP. Le port de Tema est le premier port du Ghana, il représente 70% du commerce international maritime du pays.

Libéria

Discussion avec le FMI sur un possible soutien financier dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit.

[Les équipes du FMI ont effectué entre le 12 et 24 juin une visite au Libéria pour rencontrer les autorités dans le but de discuter des conditions d'octroi d'un soutien financier dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit.](#) La chute des cours de matières premières et l'épidémie d'Ebola en 2014 ont entraîné une chute de la croissance économique ainsi qu'une dépréciation du taux de change, qui a alimenté l'accélération de l'inflation, aujourd'hui à 23%. Les discussions entre les deux parties ont porté sur le besoin d'accroître les ressources collectées et de réduire la masse salariale du secteur public, qui représente aujourd'hui 65% des dépenses de l'Etat. Par ailleurs, le rôle de la Banque centrale du Libéria dans le retour des équilibres extérieurs a été souligné, notamment à travers l'introduction récente de nouveaux instruments de politiques monétaires (émission d'obligations Banque centrale, facilité de dépôts permanents) qui devraient à terme permettre l'introduction d'un taux d'intérêt directeur.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
